



Kinshasa le 6 juin 2024

**A Monsieur l'Ambassadeur de
l'Union Européenne (UE) en
République Démocratique du
Congo (RDC)
à Kinshasa-Gombe**

Concerne : *Demande de participation de la société civile au Global Gateway
Civil Society plate-forme et la création de groupe de travail par pays.*

Nous, organisations membres de la Coalition Africaine sur les Minerais Verts (ACGM) et la Coalition de l'Union Européenne sur les Matières Premières (EURMC), sommes dédiées à garantir des pratiques équitables et transparentes dans le secteur extractif, dans le respect des droits humains et environnementaux. Nos deux coalitions suivent de près les efforts de l'Union Européenne (UE) pour collaborer avec les pays riches en minéraux de transition à travers des Partenariats Stratégiques dans le cadre de l'Initiative Global Gateway.

Bien que nous saluons l'engagement de l'UE à intégrer les normes environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG) dans ces partenariats, nous avons identifié un besoin critique pour une participation plus structurée de la société civile, , petits producteurs, les peuples autochtones et les communautés locales au niveau des pays partenaires, dès la phase de conception de la feuille de route jusqu'à sa mise en œuvre et et son évaluation. En vue de la cohérence de la politique Européenne il semble nécessaire d'intégrer les leçons apprises d'autres processus participatifs dans lesquels l'Union européenne est engagée.

Des exemples récents provenant de Namibie et du Kazakhstan ont mis en évidence des défis significatifs pour accéder à l'information et s'engager efficacement dans le processus de Partenariat Stratégique. Il semble que, malgré l'intention d'impliquer la société civile à travers le Global Gateway Civil Society plate-forme, plusieurs organisations du nord et du sud impliquées dans le suivi des politiques de l'UE sur l'accès aux minerais de la transition ne sont pas associées, au niveau international et de chaque pays respectif. Cette lacune en matière de communication, d'accès à l'information et d'une participation effective aux orientations et décisions est particulièrement préoccupante, étant donné le rôle crucial de la société civile dans la promotion des pratiques durables et responsables dans le secteur minier.

Pour répondre à ces défis, nous proposons l'ouverture de la Global Gateway civil society plate-forme aux autres organisations qui travaillent sur le sujet et qui aimeraient contribuer significativement au développement de la feuille de route. Plus précisément, nous suggérons :

L'inclusion des représentants de la société civile, des petits producteurs, peuples autochtones et communautés locales dès le départ dans le Global Gateway Civil Society plate-forme, pour qu'elle prenne part active aux réunions et discussions relatives aux Partenariats Stratégiques avec les pays partenaires, afin que ses perspectives et les préoccupations locales informent directement la stratégie de l'UE.

Le pilier ESG, bien qu'une différenciation louable par rapport à d'autres initiatives mondiales, nécessite une participation active et une supervision de la société civile pour garantir la réalisation effective de ses principes. Nous croyons qu'en intégrant de manière formelle la société civile, l'UE peut améliorer la transparence, la responsabilité et la durabilité de ses Partenariats Stratégiques, s'alignant plus étroitement avec ses valeurs et engagements sous l'Initiative Global Gateway.

Nous sommes impatients de contribuer avec notre expertise et de collaborer avec la DG INTPA et les pays partenaires pour non seulement l'élaboration des feuilles de route, mais aussi d'en assurer le suivi dans le cadre de la mise en œuvre, pour plus de transparence, d'inclusivité des parties prenantes et du financement de la société civile pour qu'elle joue son rôle de suivi du respect des principes.

Nous attendons votre réponse et l'opportunité de discuter davantage de cette proposition.


Cordialement,

Pour la Coalition Africaine pour les
Minerais verts :

Pour la Coalition de l'UE des matières
Premières :

Me UMPULA NKUMBA Emmanuel

Robin Roels





LISTE DES ONG SIGNATAIRES

No	ORGANISATION	COURRIEL
01	AFREWATCH	emmanuelumpula@afrewatch.org Transitionenergetique@afrewatch.org
02	PWYP/SENEGAL	dseydi@pwyp.org
03	CORAP	Corapreforme2014@gmail.com
04	GLOBAL WITNESS	engan@globalwitness.org
05	CENTRE CARTER	Fabien.mayani@ccertercenter.org
06	IPIS	Guillaume.debrier@ipisresearch.be
07	FERN	indra@fern.org
08	RESOURCE MATTERS/RDC	Jp.okenda@resourcematters.org
09	IBGDH	kambolallengedonat@gmail.com
10	PWYP/Secrétariat International	ltezenas@pwyp.org
11	RESOURCE MATTERS/BE	Martina.matarazzo@resourcematters.org
12	PWYP	ongom@pwyp.org
13	BEST	Philippe.ruvunangiza@bestrdc.org
14	OXFAM	Roberto.stefani@oxfam.org
15	RESOURCE MATTERS	Sara.nicoletti@resourcematters.org
16	RESOURCE GOUVERNANCE	sfitzgerald@resourcegovernance.org
17	CENTRE AFRICAIN DE FABRICATION DES BATTERIES	jeanmarie.kanda@polytechunilu.ac.cd
18	IGED	Igedrdc66@gmail.com
19	IDPE	bantulukambo@gmail.com
20	CRESA	centrecresa@gmail.com / benjybis@gmail.com
21	LITRASE	florencesalima53@gmail.com
22	NRGI	mmakuta@resourcegovernance.org
23	CREDDHO	creddhocoordin@gmail.com , semans23@yahoo.fr
24	UNIVERSITE DE LUBUMBASHI	arthurkaniki@gmail.com
25	OEARSE / MALI YETU	fkasongo@maliyetu.org